

Carnets de géographes

12 | 2019

Géographie(s) des mobilisations

Politiser le quotidien par le translocal

Politique des échelles et mobilisations dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth (2014-2017)

Alex Mahoudeau



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/cdg/4799>

ISSN: 2107-7266

Publisher

UMR 245 - CESSMA

Electronic reference

Alex Mahoudeau, « Politiser le quotidien par le translocal », *Carnets de géographes* [Online], 12 | 2019, Online since 20 December 2019, connection on 06 January 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/4799>

This text was automatically generated on 6 January 2020.



La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Politiser le quotidien par le translocal

Politique des échelles et mobilisations dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth (2014-2017)

Alex Mahoudeau

- 1 L'intérêt croissant pour la géographie des mouvements sociaux permet de renouveler un ensemble de considérations attachées notamment à la question de leur dimension scalaire. Comme l'explique Mathieu Uhel (2013, p. 58), la question des échelles devient un enjeu de réflexion et de débats dès les années 1980 dans le cadre du développement de la géographie critique anglophone. Pour le géographe Kevin Cox, le concept doit être défini *a contrario* d'une vision fixiste pour laquelle les échelles ne seraient que des « arrière-plans », et pas des « particular structures of social relations that are continually being reworked and transformed »¹ (1996 : 668)². Une échelle, comprise en ce sens, apparaît comme « the nested hierarchy of bounded spaces of differing size »³ (Delaney et Leitner, 1997 : 96), c'est-à-dire une relation de pouvoir. En dépit des critiques énoncées envers le concept d'échelle, notamment en ce qui concerne la façon dont l'emploi de ce dernier tend à réifier cette hiérarchie qu'il décrit (du local au national et à l'international) tout en affirmant son caractère construit (Collinge, 2006 ; Marston, Jones et Woodward, 2005 ; Prytherch, 2008), l'intérêt heuristique du concept se retrouve dans sa capacité à décrire des opérations concrètes par lesquelles des phénomènes sociaux se déploient ou sont l'objet d'oppositions sur la base de luttes autour de ces relations de pouvoir.
- 2 Cette réflexion a donné naissance, ainsi que le souligne Neil Brenner (2001), à un ensemble de travaux se penchant sur la « politique des échelles » (*politics of scale*) et « the process of scaling through which multiple spatial units are established, differentiated, hierarchized and, under certain conditions, rejigged, reorganized and recalibrated in relation to one another » (Brenner, 2001 : 600). La politique des échelles n'est pas restreinte à une opposition local-global, mais entre plusieurs formes de local et de global (Featherstone, 2007). Comme l'explique Dominique Masson (2009), elle se rapproche de la politique des « cadrages », les opérations discursives et pratiques par

lesquelles les participant.e.s à une action collective définissent les situations dans lesquelles ils et elles sont pris.e.s (Contamin, 2009 ; Oliver et Johnston, 2005). Ces jeux d'échelles ne sont par ailleurs pas neutres : « ils valorisent certaines dimensions des problèmes et en masquent d'autres, privilégient certaines ressources et en disqualifient d'autres, créent des gagnants et des perdants » (Planel et Jaglin, 2014 : 39).

- 3 Le concept d'échelle a été mobilisé régulièrement dans les discussions sur la dimension spatiale des mobilisations. Il apporte en effet des perspectives nouvelles aux principales approches conceptuelles de l'étude des mouvements sociaux en termes de ressources sociales, d'opportunités, et de cadrages. Pour Fabrice Ripoll, la dimension scalaire des mobilisations est un enjeu de stratégie militante (2005, p. 639), ainsi que de luttes de définitions : « il n'est jamais assuré que la prophétie se réalise, que les médias et ou spectateurs reconnaissent l'échelle qu'ils ambitionnaient d'atteindre » (2005, p. 643). En forçant un « saut scalaire », les activistes ne font pas que changer l'espace concerné : ils.elles ont également une influence sur les institutions auxquelles ils.elles sont confronté.e.s (2005, p. 645). Le « saut scalaire » a été abordé d'une façon similaire par Byron Miller (2000, p. 126-127). Il transparait en particulier concernant la transnationalisation des mouvements sociaux (Tarrow, McAdam, 2005 ; Dufour, Goyer, 2009 ; Geoffroy, 2016), ou l'importance d'élargir l'échelle d'un conflit pour des acteurs dominés (Keck et Sikkink, 1998). La question de la conception d'« espaces de convergence »⁴ permettant la constitution de ressources pour une certaine élite militante (Routledge, 2003), face au risque de voir des mobilisations enserrées dans des particularismes les empêchant de s'universaliser (Harvey, 1997), a également été posée. Mustafa Dikeç et Erik Swyngedouw vont dans le même sens quand ils proposent de considérer qu'un mouvement social se politise quand il s'universalise (2017). A l'inverse, Noel Castree insiste sur le fait que l'intérêt du concept d'échelle est de remettre en cause l'idée selon laquelle l'enjeu de la politique des échelles se restreint à un « gain en amplitude » (2000). Certains travaux illustrent ainsi le travail d'activistes pour produire une « localité » qui ne va pas de soi (Eliasoph, 1997 ; Trom, 1999). John Guidry a ainsi montré l'importance pour des militant.e.s brésilien.ne.s de d'ancrer le caractère local de leurs actions, quitte à se priver eux.elles-mêmes de mobiliser certaines ressources (Guidry, 2003), alors que Fabrice Ripoll a illustré avec l'exemple des AMAP la façon dont saut scalaire et localisation n'étaient pas des stratégies opposées pour des mouvements illustrant une mondialisation alternative qui « peut ainsi jouer sur les deux tableaux, le mondial et le local, sans contradiction flagrante » (Ripoll, 2009 : 5), notamment par la « relocalisation » de normes produites dans d'autres contextes géographiques, politiques, et sociaux. En ce sens, l'activité scalaire des mouvements sociaux n'est pas tant de gagner en ampleur, ou au contraire de réduire celle-ci, que de bénéficier tactiquement de certaines formes de cadrage du conflit. Pour Colin McFarlane, cette approche va à l'encontre de celle, privilégiée par une partie de la sociologie des mouvements sociaux, appréhendant les échelles comme des réseaux. McFarlane favorise au contraire une appréhension en termes d'« assemblages translocaux » (McFarlane, 2009). Issu d'analyses sur les migrations, le concept de « translocal » a également été l'objet d'une certaine attention, notamment dans la littérature en langue anglaise (Banerjee, 2011 ; Brickell et Datta, 2011 ; Greiner et Sakdapolrak, 2013 ; Lange et Büttner, 2010 ; Ma, 2002 ; Tolia-Kelly, 2008). Pour Katherine Brickell et Ayona Datta, le translocal permet de concevoir « ces espaces et lieux simultanément au travers de leur situation (*situatedness*) et leur ancrage (*groundedness*) dans de multiples localisations » (2011 : 4).

- 4 Cette littérature apporte des perspectives nouvelles sur la compréhension des formes de l'action collective dans les camps de réfugié.e.s palestinien.ne.s, notamment au Liban, où depuis la fin des années 2000, se posent de façon renouvelée des questions telles que celle des relations entre local et national, entre mobilisations et dépolitisation, entre mouvements sociaux, ONG et organisations partisans, et sur les formes nouvelles de politisation (Abou Zaki, 2013, 2016 ; Hanafi, 2011, 2014 ; Hanafi et Long, 2010 ; Hassan et Hanafi, 2010 ; Jad, 2007 ; Kortam, 2008, 2011 ; Ramadan, 2009a, 2009b, 2010, 2013)⁵. Le sujet des relations entre échelles, et notamment entre l'échelle « nationale » (comprise ici comme celle du mouvement national palestinien) et « locale », a dans ce contexte été soulevé (Sayigh, 2011). Dans cet article, je discute de l'intérêt de mobiliser l'approche en termes de politique des échelles pour éclairer les processus de cadrage dans certaines formes de mobilisations récentes dans les camps de réfugié.e.s palestinien.ne.s du Liban. Je me suis intéressé à des activistes confronté.e.s à une situation dans laquelle politiser des problèmes sociaux ne va pas de soi. En faisant émerger une échelle translocale et en inscrivant certains problèmes sociaux à cette échelle, un réseau d'associations locales, le « Palestinian Youth Network » (PYN), a dans une certaine mesure réussi à imposer un cadrage particulier du conflit au reste des acteurs.trices.
- 5 Les cas présentés dans cet article sont extraits d'un travail de thèse centré sur le lien entre espace géographique et mobilisations dans trois camps de Beyrouth : Burj al-Barajneh, Chatila, et Mar Elias (voir encadré méthodologique).

Encadré méthodologique

Dans le cadre de cette thèse j'ai réalisé deux séjours de terrain de six et trois mois entre 2014 et 2016 à Beyrouth. Les personnes rencontrées étaient au moment de l'enquête majoritairement inscrites dans des trajectoires d'engagement et d'emploi au sein d'ONG, de branches d'ONG et d'associations locales. En mobilisant des techniques qualitatives (entretien ethnographique, observation participante, entretien ambulatoire, notamment), je me suis principalement intéressé au lien entre production de l'espace, représentations ordinaires des camps et mobilisations dans ces derniers. Le matériau produit ainsi a servi à constituer un corpus regroupant principalement d'une part les entretiens transcrits, et le cas échéant traduits depuis l'arabe, et d'autre part le journal de terrain tenu au gré des observations. Ce corpus a enfin été anonymisé à la fois pour satisfaire à la fois aux exigences de l'institution d'accueil, dotée d'un comité d'éthique dans la recherche, et par anticipation d'une éventuelle situation à venir dans laquelle l'identification au statut d'activiste viendrait à représenter un danger pour les enquêté.e.s. Durant le terrain, une attention particulière a été prêtée à une catégorie spécifique de problèmes publics à laquelle les enquêté.e.s faisaient référence de manière récurrente, les « problèmes du camp », définis comme spécifiquement locaux par les habitant.e.s des camps et échappant dans une certaine mesure au domaine « politique » telle que ceux et celles-ci se le représentaient⁶.

- 6 Dans cet article, je montre la place qu'occupe la politique des échelles dans les mobilisations dans le camp en trois temps : d'abord, j'illustre la façon dont la vie quotidienne des habitant.e.s des camps s'insère dans un système d'échelles plurielles ; ensuite, je montre la façon dont ces échelles tiennent un rôle dans l'énonciation de

problèmes publics spécifiques, les « problèmes des camps », en m'attardant particulièrement sur le problème de l'accès à l'eau ; enfin, j'utilise le cas d'une organisation ayant particulièrement inclus la politique des échelles dans sa stratégie, le Palestinian Youth Network (PYN), pour montrer la façon dont s'insérer à une certaine échelle lui a permis de mobiliser des ressources propres, tout en nécessitant un travail militant⁷.

Des camps situés à plusieurs échelles

- 7 Souvent conçus comme des entités discrètes, les camps sont en fait vécus à travers des systèmes d'échelles liés aux pratiques et représentations spatialisées d'institutions et d'acteurs et actrices agissant dans et sur ces lieux, à commencer par l'espace national palestinien⁸ (Farah, 2009 ; Jaber, 2002). Toutefois cet espace n'est pas le seul dans lequel ces lieux s'insèrent. Adam Ramadan a ainsi discuté la façon dont divers groupes portent autant de représentations scalaires mettant en avant différents lieux névralgiques au sein même des discours nationalistes, par exemple la mosquée Al-Aqsa⁹ (Ramadan, 2009a). Mohamed Kamel Doraï a de même illustré la manière dont le fonctionnement socio-économique des camps reposait en partie sur l'extension transnationale de réseaux locaux, incluant les pays dans lesquels d'ancien.ne.s habitant.e.s de ces camps ont émigré en étendant les réseaux de sociabilité trouvant leur ancrage originel dans les camps même (Doraï, 2006 : 215 - 219).
- 8 Pour les enquêté.e.s, les camps pouvaient également être inscrits dans plusieurs réalités. Ils apparaissaient ainsi comme un lieu d'exil marqué par la présence de populations réfugiées, en lien avec d'autres espaces similaires (des camps de réfugiés dans d'autres régions et pays) ainsi qu'avec la Palestine. D'autres discours les associaient à des lieux marginalisés dans une agglomération à égale mesure avec d'autres quartiers périphériques, par exemple la « banlieue » (*al-Dahieh*) située au sud de la ville. Dans d'autres cas encore, ils étaient décrits comme des lieux familiers, attachés à une pratique plus « intime » de la ville, dans laquelle ils étaient marqués par des liens d'affection, familiaux ou amicaux, et comme des lieux et pratiques de loisirs.
- 9 L'inscription dans l'espace diasporique, par ailleurs entrée privilégiée de la recherche sur le sujet (Sukarieh et Tannock, 2013), restait la plus consensuelle dans le discours des enquêté.e.s. Elle faisait ressortir par exemple l'organisation en « villages » (Peteet, 2005) Les « associations de villages », faisant référence aux communes d'origine des familles de réfugié.e.s, ont ainsi été l'une des formes de la reconstitution de la société palestinienne en exil et continuent de garder une certaine importance dans l'organisation spatiale des camps. Interrogé sur les « villages », Bakr, un journaliste d'une trentaine d'années et militant au PYN, évoque la façon dont ces institutions ont un effet dans l'activité sociale au sein des camps :

« [On a gardé des villages] le nom et quelques souvenirs, il y a des grands villages, d'autres sont petits ou moyens, c'est ça la différence. (...) Je veux dire, on ne peut pas être comme Tarshiha, la différence entre eux et Kuwaykat est la taille. Kuwaykat compte une douzaine de familles, mais Tarshiha a beaucoup plus de succès dans la force du groupe, ils ont des bons leaders, et des jeunes. Y'a pas de jeunes à Kuwaykat, parce qu'on a un *mukhtar*¹⁰, donc on doit supporter le *mukhtar* et que ce soit lui le chef et qu'il soit le seul à parler. Et en tant que Palestinien, on devrait l'écouter.

Quelle est ta relation avec ton village ?

Avec des jeunes du village on a essayé de [*Marque une pause*] rentrer en contact avec le village, en Palestine, on a fait des choses, on a Skype, avec le village, et on essaye de trouver un endroit, genre, où on irait depuis le Liban et la Palestine. Dans le passé on est allé en Jordanie, depuis le Liban et depuis le village, Kuwaykat, et de la Palestine, on s'est tous retrouvé en Jordanie, on essaie de faire ça chaque année. Et on se parle par Skype en général. » (Bakr, Burj al-Barajneh, décembre 2014)

- 10 Ces pratiques de mobilité, qui existent également entre camps et vers la Palestine (sous la forme de « Journées du retour »), viennent s'ajouter à l'organisation d'activités culturelles et éducatives visant à inscrire dans les personnes comme dans les lieux la « construction symbolique » et politique¹¹ (mais pas fictive) que constitue la mémoire collective palestinienne (Sfeir, 2006 : 59). Aziz, un activiste local de Burj al-Barajneh, explique ainsi sa participation à une association s'occupant d'activités extra-scolaires :

« Si j'enseigne *Fidda'i* [l'hymne palestinien] à un enfant, je suis déjà en train d'agir pour le retour [en Palestine]. Si je peins un seul drapeau sur un mur, je suis aussi en train de faire quelque chose. Ici, je peux enseigner *Fidda'i* à beaucoup d'enfants. C'est ça qu'on fait ici. » (Aziz, Burj al-Barajneh, avril 2015)

- 11 Les camps étaient également situés dans d'autres systèmes de lieux par les enquêtés.e.s. Ainsi, pour Kader, activiste d'une trentaine d'années au chômage, ami de Bakr et également membre du PYN, l'expérience de la densification urbaine renvoyait à l'inscription du camp dans la ville, et particulièrement dans ses quartiers les plus marginalisés :

« [Plus jeune] j'avais pas de problème sur où je vais vivre, est-ce que je vais avoir une maison à moi, et maintenant que je vieillis je vois que pas mal de bâtiments sont grands, vraiment grands, huit ou neuf étages, dans le camp, et ça c'est nouveau. Clairement c'est quelque chose qui essaie de changer le caractère du camp. Tu vois on ressemble beaucoup à Dahieh ou à la banlieue, ou même à Beyrouth, tu vois des gens en dehors du camp, qui vivent comme nous on vit dans le camp, dans les mêmes maisons. » (Kader, Burj al-Barajneh, décembre 2014)

- 12 Cette inscription du camp en continuité avec la ville, déjà soulignée par Daniel Meier (2008), se retrouvait également à travers les pratiques urbaines quotidiennes des enquêtés.e.s. Une après-midi passée avec Yasir, Nada, deux membres du PYN, et leurs ami.e.s, commence ainsi dans le quartier d'Ard Jalloul, proche de Chatila, avant de se poursuivre dans plusieurs parcs et squares aux abords du camp puis, après avoir pris le bus pour Hamra, de se terminer à la Corniche, autres espaces où se concentrent cafés et restaurants. C'est également le cas lors d'un entretien ambulatoire mené avec Marwan, employé d'une association locale de Chatila, auquel est demandé de me faire visiter « son » Chatila et qui, après un tour rapide des rues principales du camp, choisit de nous mener avec quelques-uns de ses amis à environ vingt minutes de marche hors du camp, dans un café proche de l'université où il suit des cours. Cette banale proximité avec les pratiques de la ville d'autres groupes sociaux beyrouthins est liée à l'habitude mais également à l'envie d'échapper à l'espace du camp, à son manque de place et à son interconnaissance poussée : Yasir me prend ainsi à part pour expliquer son besoin de sortir d'un camp « sans espace », tandis que Marwan critique, assis au café, la promiscuité de Chatila, « où tout le monde te connaît où que tu ailles », particulièrement dans les cafés du camp.

- 13 Ces différentes pratiques et représentations inscrivent les camps dans des échelles impliquant également des acteurs.trices, des ressources, discours, formes de justification et de preuve. C'est en ce sens qu'elles constituent « des "collective action frames" (...) des "espaces de référence" plus ou moins matérialisés » (Planel et Jaglin,

2014, p. 29). Dans la partie suivante, je prends l'exemple de la façon dont les enquêté.e.s situaient un problème spécifique, l'accès à l'eau, en fonction de leurs représentations de sa dimension scalaire.

Les échelles des problèmes urbains : le cas de l'accès à l'eau potable

- 14 L'existence d'une pluralité de modalités de *mise en échelle* des situations sociales se ressentait notamment dans la façon dont elles devenaient l'objet de conflits quand il s'agissait d'identifier et de donner sens à des problèmes sociaux. Comme l'explique Diana Allan, les problèmes liés aux conditions matérielles d'existence dans les camps occupent une place particulière dans la vie collective de ces espaces, dont les habitant.e.s se saisissent pour produire des dispositifs leur permettant d'énoncer des représentations sur la « politique » ou d'agir collectivement, par exemple en identifiant l'injustice inscrite matériellement dans des réseaux d'électricité précaires (Allan, 2014 : 105). En outre, aborder les sujets clairement identifiés comme « politiques » dans les camps était fréquemment mal perçu : les partis politiques, et par association la « politique » en général, faisaient l'objet de rejet et de critiques du fait de pratiques clientélares associées à de la corruption par les habitant.e.s¹² (Issa, 2014). Pour les entrepreneurs.euses de problèmes publics locaux, opérer une mise en procès par l'espace des formes d'injustice qui les préoccupaient permettait de les mettre en relation avec une certaine échelle. Le cas de l'accès à l'eau est un exemple emblématique des « problèmes du camp », ancré dans la vie quotidienne mais faisant l'objet d'une politisation « sous contrainte » car menée dans des conditions dans lesquelles des discours explicitement « politiques » étaient dangereux ou inacceptables (Vairel et Zaki, 2011) : aussi bien dans les rencontres informelles que dans les entretiens avec les enquêté.e.s et dans les interactions entre enquêté.e.s observées, la question de l'eau était le plus souvent la première soulevée concernant les « problèmes des camps ».
- 15 La question du manque d'accès à l'eau potable courante est un sujet récurrent aussi bien au sein des camps que dans l'ensemble de la municipalité beyrouthine dont l'aquifère est infiltré d'eau salée du fait d'un pompage excessif (Korfali et Jurdi, 2009). Comme dans plusieurs autres contextes, la marchandisation de l'accès à l'eau potable implique une multiplication d'acteur.trices et une inscription dans des réseaux de pouvoir à plusieurs échelles (Jaglin et Zérah, 2010 ; Planel et Jaglin, 2014 ; Swyngedouw, 1997, 2005 ; Uhel, 2013). Trois exemples de l'inscription par les enquêté.e.s de la question de l'eau à une échelle particulière permettent de voir comment cette question impliquait une construction tout à fait distincte du problème de l'accès à l'eau lui-même, mais aussi des façons de le résoudre et des acteurs.trices et entités dont les responsabilités devaient être mises en avant. La prise en compte même du problème de l'eau comme problème spécifique aux camps était l'objet d'un conflit d'échelle.
- 16 L'accès à l'eau était un sujet de frustration, voire de colère pour certain.e.s enquêté.e.s, souvent identifié par ceux et celles-ci à un rapport d'échelle diasporique palestinien : le problème était alors cadré comme s'inscrivant dans la situation de discrimination et de privation que subissaient les réfugié.e.s palestinien.ne.s du fait de l'exil. Lors d'un entretien avec Yazid, l'un des membres du PYN, employé par Pursue à la coordination des formations du mouvement, et ancien membre de parti, la situation des

infrastructures était directement liée à un état d'épuisement expliquant pour Yazid la passivité des réfugié.e.s concernant les luttes « nationales » palestiniennes :

« Tu te réveilles le matin, tu vas au boulot, ou chercher du boulot, t'as pas d'électricité, ton eau est mauvaise, tu dois trouver quelques... quelques ressources pour boucler ta journée, et tu veux penser à la Palestine, en étant dans cet état ? (...) Le camp c'est un espace de... comme un espace nu. Il t'empêche de te prendre en main. » (Yazid, Mar Elias, mars 2015)

- 17 Cette perception était contestée par d'autres et, notamment lors des entretiens avec des membres des Comités Populaires palestiniens (CP), la question de l'eau était renvoyée à l'échelle du Liban pour insister sur le caractère ordinaire de la situation, qui va jusqu'à être décrite comme « bonne » :

« En tant que Comité Populaire, dans chaque camp, notre première responsabilité est de servir de municipalité. [*Marque une pause*] Notre rôle est de nous occuper de la communauté civile/urbaine [*madani*] et de ses besoins. Ça implique bien sûr les besoins de la vie quotidienne, comme l'eau, l'électricité. (...)

Par rapport à l'état du camp, les conditions de vie, l'eau, l'infrastructure, la situation est-elle mauvaise ?

Elle est bonne !

Bonne ?

Elle est bonne ! Il y a de l'eau, il y a de l'électricité. Bien sûr on a des petits soucis, par exemple on a besoin d'eau douce, mais c'est comme ça dans tout le Liban. On a un projet pour résoudre ça. L'électricité est là, on a de l'électricité ! Juste comme n'importe quelle partie du Liban ! Pas moins, peut-être même plus ! Et on a des économies pour nous occuper de la question. On a de l'électricité dans la même mesure que le reste du Liban. » (Comité Populaire de l'OLP, Burj al-Barajneh, avril 2015)

- 18 En « resituant » le problème de l'eau à l'échelle libanaise, ce membre de CP ne fait pas qu'apporter une information supplémentaire : il identifie le problème de l'eau comme peu original dans le contexte libanais, et évalue, en se plaçant à l'échelle des villes libanaises, que la situation est « bonne ». Si le problème existe, dans son propos, c'est donc en tant que problème libanais, auquel du reste le CP est en passe de trouver une solution, ayant « un projet ». Ce projet lui-même est cadré tout à fait différemment lors d'un entretien avec une membre du Swiss Development Council (SDC), un bailleur de fonds en charge du financement de l'aide au développement pour le gouvernement confédéral suisse. Celle-ci explique que le projet de construction d'usines de désalinisation de l'eau au sein des camps de Beyrouth vise à répondre à une crise non pas palestinienne ou beyrouthine, mais régionale (au sens supranational du terme), étant motivé par l'afflux de réfugié.e.s syrien.ne.s dans les camps dans les années 2010, et s'inscrivant dans le cadre d'une promotion au Moyen-Orient de techniques de désalinisation. C'est ainsi en tant que potentielle solution à deux problèmes cette fois-ci régionaux : la crise des réfugié.e.s syrien.ne.s, et le manque d'eau au Moyen-Orient.
- 19 Placer certains problèmes à certaines échelles n'influçait pas uniquement les discours sur ces problèmes, mais également les façons décrites comme acceptables d'agir pour les résoudre. Dans le discours du SDC, les difficultés d'accès à l'eau dans les camps n'étaient pas un problème d'injustice structurelle faite aux habitant.e.s des camps, mais de développement. Pour réaliser son projet, le SDC avait par exemple mobilisé divers.e.s représentant.e.s des habitant.e.s, notamment au travers de l'UNRWA et des Comités Populaires qui avaient accepté la mise en place d'un système de paiement par forfait de l'accès à l'eau potable par les bénéficiaires, d'autant plus justifié que l'UNRWA voyait ses budgets baisser dans un contexte de crise régionale :

« A propos de la baisse des services...

C'est vrai que nous avons dû réduire nos services, mais regardez, nous sommes présents ici, et soudain nous devons également gérer la crise en Syrie, et les Palestiniens de Syrie qui arrivent au Liban. Pas des Syriens, car ce n'est pas notre mandat, mais ça représente une augmentation considérable de la population. Et juste avant ça nous avons eu la crise à Gaza, et le besoin de reconstruction sur place, tout en étant encore présents en Jordanie... Et tout ça, avec moins d'argent. On ne peut pas être partout et garantir les mêmes services qu'avant, avec moins d'argent. Et c'est ça qu'ils ne voient pas ici [au Liban], parce qu'ils ne voient pas tous ces contextes, tout ce qu'ils voient c'est que l'aide est réduite pour eux, et c'est mal. Mais si on veut maintenir un peu d'aide, alors il faut qu'on coupe certains services. » (Porte-parole de l'UNRWA, mars 2015, Beyrouth)

- 20 Du point de vue des habitant.e.s critiquant ces décisions, celles-ci étaient incluses dans un autre contexte différent, celui de la situation des camps comme proprement palestinienne plutôt que strictement humanitaire. Il était clair pour ces enquêté.e.s que la mise en place d'un système de paiement pour un bien autrefois disponible gratuitement visait à remettre en question leurs droits en tant que personnes réfugiées et pouvait signifier l'abandon à terme dudit statut. Était alors réactivé un thème persistant de l'histoire des Palestiniens du Liban : la crainte de l'implantation forcée (*tawtîn*) (Meier, 2008) et l'abandon du principe du « droit au retour ». En mettant à jour ce qu'ils.elles estimaient être de mauvais traitements par une institution formellement en charge de leur situation en tant que personnes réfugiées, ils.elles réaffirmaient également la particularité de leur situation face à une appréhension normalisée de celle-ci comme relevant du régime humanitaire. Cette affirmation se faisait, entre autres, en mettant en scène le caractère absurde ou dégradant des choix réalisés dans la mise en place de ces projets. Lors d'un entretien ambulatoire avec un habitant récemment installé dans le camp, Abu Salem, un ancien ingénieur et réfugié palestinien originaire de Syrie, la tour de désalinisation constituait un exemple d'un tel mépris des réfugié.e.s :

A l'approche de la tour, Abu Salem décrit son but et son fonctionnement. La tour est en activité et l'eau potable sort, ainsi que le montre Abu Salem, d'une fontaine à son pied composée de quatre gros robinets, fermés hors des horaires de distribution de l'eau : « Alex, tu sais que ces robinets sont les plus chers du monde ? Tu vois Alex, ce projet a coûté deux millions de dollars, et qu'est-ce qu'on a gagné ? Quatre robinets. C'est pour ça qu'ils les cadenassent, comme ça les gens ne vont pas les voler : ils coûtent chacun 500 000 dollars ! [Il rit] Deux millions de dollars, quatre robinets, ça fait bien 500 000 dollars par robinet ! ». Il aborde un passant, qu'il a l'air de connaître. Voyant que nous discutons de la fontaine, ce dernier en fait couler de l'eau pour montrer que celle-ci est potable, tout en se plaignant que le service est payant, contrairement à une pratique précédente, mais aussi que l'eau n'est plus raccordée aux domiciles particuliers : « Qu'est-ce qu'ils croient, qu'on est encore des paysans qui vivent au village et vont chercher l'eau au puits ? ». Celui-ci explique ensuite préférer acheter de l'eau chez un livreur privé et informel, service lui revenant plus cher, mais lui garantissant également une livraison à domicile. (Journal de terrain, février 2016)

- 21 Pour le CP, le problème de l'eau, si tant est qu'il y en avait un, était un problème libanais, auquel l'intervention des CP et de bailleurs internationaux dans la gestion municipale dont ils se prévalaient pouvait apporter une solution. Pour ces mêmes bailleurs, le problème était compris à l'échelle de la région, à travers la crise syrienne et un manque d'eau chronique au Moyen-Orient. Parallèlement, des activistes et des habitant.e.s dénonçaient ces mêmes projets comme preuve de l'inefficacité et de la

corruption d'un leadership local à l'échelle des camps, en rappelant le caractère « palestinien » de ces mêmes camps. Cette inefficacité et cette corruption expliquaient un sentiment de méfiance vis-à-vis du monde partisan et de l'UNRWA, soupçonnés de brader la question des réfugié.e.s pour une prise en charge au jour le jour de l'exil. La crainte d'un abandon futur des revendications nationalistes trouvait ainsi une illustration matérielle à travers les difficultés d'accès à des infrastructures nécessaires. Le cadrage du problème de l'eau implique ainsi la constitution d'une « dramaturgie », d'un récit cohérent mettant en scène coupables et victimes, solutions et cadres de l'action (Cefaï, 1999), qui ne prend parfaitement sens qu'une fois resituée dans sa dimension scalaire.

Construire et mobiliser un espace translocal

- 22 Dans leur dimension scalaire, les conflits demeurent ainsi centrés autour d'opérations de cadrages et de contre-cadrages (Oliver et Johnston, 2005 ; Snow et al., 1986). Les activistes énonçaient les problèmes auxquels ils.elles étaient confronté.e.s en mobilisant des représentations issues de leur vie quotidienne et procédant à la mise en échelles de ces problèmes. Pour autant, ces échelles ne constituaient pas un « stock » de représentations arbitrairement imposées et strictement subjectives. Elles émergeaient et étaient institutionnalisées à travers des interactions et des pratiques militantes. Un des groupes étudiés, le Palestinian Youth Network (PYN), avait ainsi constitué une échelle propre, un « espace de convergence » (Routledge, 2003) translocal dans le cadre de ses activités.
- 23 Formellement, le PYN était un réseau d'associations aux activités circonscrites à leur camp respectif, apparues à la fin des années 2000 ou au début des années 2010 dans les douze camps palestiniens du Liban. Ces associations s'occupaient de sujets divers, principalement d'éducation et d'activités extra-scolaires et culturelles, et comptaient leurs propres membres et actions à l'échelle de d'un camp. Si le PYN comptait ainsi une association par camp, la taille et l'importance des moyens de ces associations étaient très variables : au moment de l'enquête, les activistes de Chatila étaient rattaché.e.s à Ahlam Laji', une association en charge principalement de sujets éducatifs, disposant de financements, de bureaux, de locaux, et gérant plusieurs projets importants d'aide aux devoirs notamment, tandis que les activistes de Burj al Barajneh étaient regroupé.e.s dans un groupe bien plus informel et ne gérant pas de projet en tant que tel. Les cadres de ces associations étaient quant à eux en contact régulier les uns¹³ avec les autres au travers notamment d'ateliers de travail organisés par un membre central de l'organisation, Mansour. Bien que plus âgé que la moyenne des activistes du PYN rencontré.e.s sur le terrain (l'âge de la plupart des activistes était d'une trentaine d'années, Mansour en ayant lui-même une soixantaine), Mansour était généralement présenté par ces activistes comme un ami ou un camarade proche, qu'ils avaient rencontré durant ses années de militantisme ou dans le cadre de ses anciennes fonctions à l'Ambassade de Palestine. L'une des ressources principales fournies par Mansour au PYN était le contact avec son employeur, Pursue, une entreprise privée réalisant des opérations de développement au Liban et finançant les activités du réseau. Les principaux.ales membres du réseau rencontré.e.s présentaient des trajectoires relativement similaires, ayant notamment en commun, outre leur âge, la possession de diplômes de l'enseignement supérieur, une expérience du militantisme partisan,

généralement décrite comme décevante, une trajectoire résidentielle le plus souvent réalisée à l'intérieur des camps. Du reste, plusieurs d'entre eux.elles mettaient en avant une mobilité à l'international, notamment dans le cadre de leurs études. Un autre élément mis en avant était une première expérience de militantisme lors la Deuxième Intifada, au début des années 2000. Taha, l'un des membres du réseau originaire du camp de Baddawi, au Nord du pays, témoigne ainsi de sa propre entrée dans l'engagement militant :

« Tu sais qu'en 2000 il y a eu l'Intifada. Et j'étais partout. C'était juste au Nord, d'accord ? Après ça, le Fatah voulait travailler dans le Nord, mais secrètement, à cause des Syriens [occupant le pays jusqu'en 2005], tu vois ce que je veux dire ? Ils nous ont contactés, ils m'ont contacté, et ils ont dit : "on se dit qu'on veut une [pause] une union des étudiants, et on se dit que tu pourrais peut-être la présider". J'ai dit "d'accord". (...) Et j'ai commencé à rencontrer tous les étudiants, et à avoir des réunions et... au bout de six mois, on a eu des problèmes et j'ai arrêté tout ça.

Quel genre de problème ?

[Il rit] Ils m'ont ordonné de faire quelque chose. Et je leur disais tout le temps je veux qu'on en discute, et je ne veux pas recevoir d'ordres. J'ai le droit de vous dire oui ou non. Si Alex me dit tu dois faire ceci ou cela, et que je ne peux pas, je dis non. Ils ont refusé, ils disaient : "oh, tu peux pas être responsable de l'union si tu dis oui ou non". Alors j'ai dit : "d'accord, j'arrête tout ça". » (Taha, Mar Elias, mars 2015)

- 24 La plupart des membres du PYN se présentaient ainsi comme des activistes passé.e.s par des mouvements partisans mais frustré.e.s par des partis rigides et autoritaires, souvent associés à des pratiques de « corruption »¹⁴. L'ensemble de ces éléments, relevant autant de la trajectoire que de la mise en scène de soi, entre en contradiction avec l'idée d'une élite associative dépolitisée : au contraire, les membres du PYN rencontré.e.s multiplient les signes de compétence et d'activité partisane ou associative. L'ancrage de l'organisation dans des problèmes sociaux locaux et le choix d'une forme associative peuvent dès lors s'expliquer autrement, comme ce qui permet, du point de vue de ces activistes, la mobilisation des ressources sociales dont ils.elles disposaient.
- 25 L'entrée dans le PYN s'inscrivait également dans des pratiques de mobilité qu'elle renforçait, du moins pour le groupe des activistes principaux. Pour Taha, par exemple, travailler pour Pursue à l'animation du PYN permettait non seulement au quotidien d'habiter et de travailler à Beyrouth alors même qu'il était originaire du camp de Baddawi, situé au nord du pays, mais également de se rendre très fréquemment dans d'autres camps de la capitale et d'autres villes du Liban, notamment Saida et Tyr au sud, pour y rencontrer des activistes et participer à des consultations locales. C'était également le cas de plusieurs de ses collègues travaillant dans les bureaux de Pursue et dont les emplois impliquaient des déplacements fréquents entre camps et entre villes, et des membres du PYN non-originares des camps : pour Umar, un autre membre n'ayant jamais habité dans les camps, l'organisation permettait de fréquenter ces lieux qu'il avait connus par l'intermédiaire de visites occasionnelles et de rencontrer des amis palestiniens. Dans le même temps pouvoir se revendiquer comme étant « du camp » était valorisé, les membres de l'organisation mettant régulièrement en avant lors de leurs interactions avec d'autres habitants leur bonne connaissance du camp, et se présentant selon l'expression consacrée de « fils et filles du camp » (*ibn/bint al-mukhayyam*). Au-delà du petit groupe travaillant directement à l'organisation du mouvement, les activités des membres demeuraient en effet fondamentalement circonscrites au camp d'appartenance, constituant un réseau pluri-

local, situé dans plusieurs camps à la fois. Cette expérience des membres du PYN faisait écho au fonctionnement de l'organisation en général, en faisant une organisation s'appuyant principalement sur deux ressources : les compétences techniques de ses membres, mais aussi leur capital d'autochtonie (Renahy, 2010 ; Retière, 2003).

- 26 En tant qu'organisation, le PYN était donc avant tout un réseau d'associations locales sans objet commun, quoique toutes situées dans le secteur des activités « sociales » (par opposition aux activités « politiques », pour reprendre les termes employés par les activistes), mais organisées par des membres ayant pour diverses raisons le souhait de porter une dénonciation publique à l'endroit des partis politiques et des CP qu'ils.elles estimaient être au pouvoir dans les camps. A ce titre l'inscription simultanée dans autant de camps que possible et l'importation de problèmes publics d'un camp à l'autre, tout en maintenant une dimension proprement locale aux discours et actions du groupe, étaient conçues par les activistes comme essentielles. Apparaître comme ouvertement « politique », et associé aux partis, était considéré comme risqué. Premièrement, les activistes craignaient de se voir trop explicitement menacés par des partis désireux de maintenir leur mainmise sur ce type de discours. Cette réaction de censure venant des partis était basée entre autres sur le souvenir de mobilisations précédentes (Abou Zaki, 2013 ; Kortam, 2011). Par ailleurs ils.elles considéraient également leur engagement au sein de cette organisation comme une façon de sortir du cadre partisan auquel ils avaient participé précédemment, au sein de partis et de branches de jeunesse de ces mêmes partis, avant de les quitter. Troisièmement, cela permettait de contourner l'antipathie à l'encontre de discours identifiés comme « politiques » de la part de la population des camps elle-même. Comme l'explique Yazid :

« Le PYN est né de petites initiatives depuis l'intérieur des camps après l'entrée de l'armée [libanaise] dans le camp de Nahr el-Bared [en 2007]. On avait juste des petites initiatives, des initiatives sociales, qui commençaient dans certains camps et s'étendaient vers d'autres, parce que la situation était la même. Les mêmes problèmes essentiels étaient trouvés dans tous les camps, leur situation était la même. (...) Le truc, c'est que les gens ont souvent un peu peur des jugements politiques. » (Yazid, Mar Elias, mars 2015)

- 27 Dans le discours du PYN, un certain nombre de problèmes, particulièrement les problèmes urbains, étaient ainsi employés à la fois comme problèmes spécifiquement locaux, propres à chaque camp, quotidiens, et comme partagés dans les différents camps à l'échelle du Liban. Il en découlait une organisation située à l'échelle du pays, sans mettre en avant cette dimension dans les interactions publiques au sein des camps, et des actions décrites comme « locales » mais s'influençant de fait à une échelle translocale :

« A Chatila, c'était l'éducation, avec Ahlam Laji¹⁵, etc. Ces gars se sont rencontrés et ils ont suivi des ateliers et des formations avec Pursue, et ils se sont dits qu'ils avaient besoin d'un genre de, comme une coordination entre les camps, pour être plus efficaces. Si tu travailles sur un seul camp c'est plus facile de te briser, alors on devait devenir nationaux. Ce qui était local devait devenir national.

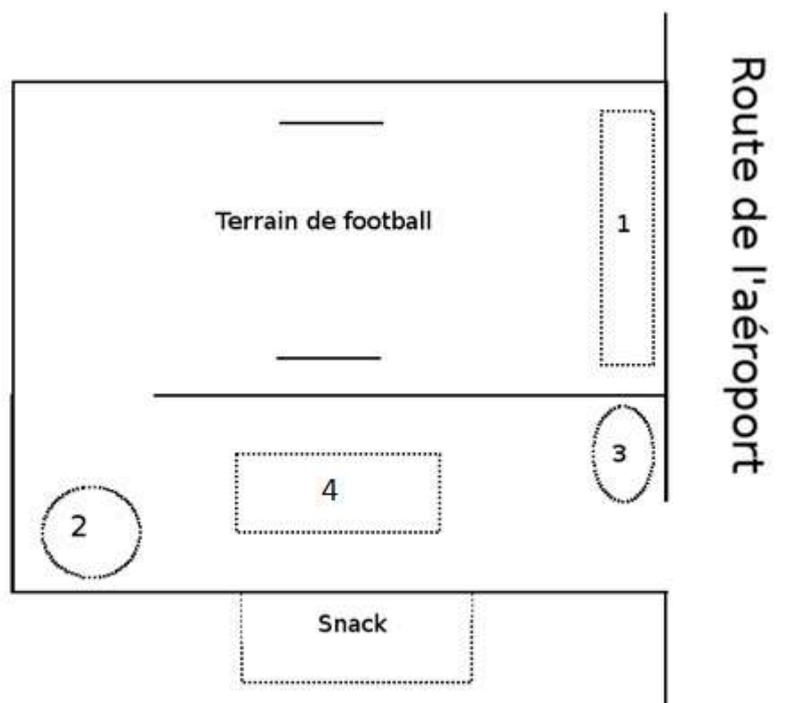
Il fallait changer de niveau ?

Le but était de changer de niveau, même si les actions restaient locales. On voulait prendre les problèmes locaux, ceux qui sont partout les mêmes, l'électricité, l'UNRWA qui se comporte mal avec les réfugiés, les Comités Populaires, l'éducation aussi, ça c'est partout pareil. Mais on a organisé des ateliers avec Pursue sur la formation, les capacités, les communautés locales, toutes les compétences en fait, et

c'était une occasion pour les activistes de se rencontrer et de se connaître. » (Umar, Beyrouth, avril 2015)

- 28 Pour entretenir cette forme particulière d'ancrage spatial, le PYN fonctionnait, ainsi que l'explique Umar, en multipliant les rencontres formelles et informelles entre membres, dont le but était autant de produire de l'expertise qu'une forme particulière de sociabilité : en encourageant les rencontres et les déplacements dans les lieux familiers des diverses personnes participant au réseau, l'objectif était de favoriser les opérations d'alignement de cadres (Snow et al., 1986) au sein de celui-ci.
- 29 L'observation d'un événement ayant eu lieu pendant l'enquête de terrain, en février 2015, permet d'illustrer la façon dont cette sociabilité translocale était volontairement produite par les responsables du PYN. A cette date, Taha profite de l'occasion d'un tournoi de football interne à l'organisation pour me présenter des membres venus de tout le pays. Les membres du PYN originaires des camps de Burj al-Barajneh, Rashiddiyeh, Nahr el-Bared, Baddawi, Chatila, et Ain el-Hilweh, ainsi que certains des cadres de l'organisation, avaient en effet organisé ce tournoi sur un terrain proche de Burj al-Barajneh, au sud de Beyrouth. D'après Yazid et Taha, tous deux rencontrés au bureau de l'organisation à Beyrouth, cet événement était le premier organisé par le PYN à une telle échelle, l'ensemble des membres ayant été invité.e.s. La totalité des participant.e.s représentait une cinquantaine de personnes, y compris des non-joueurs et joueuses. Outre le terrain lui-même, le lieu comportait une terrasse assez vaste pour contenir un stand de boissons fraîches et de snacks, des tables et chaises en plastique et plusieurs parasols, ainsi que pour permettre à des groupes distincts de se former et de discuter sans être entendus les uns par les autres. C'est dans cet espace et le long du gazon artificiel que se regroupaient les personnes ne jouant pas durant les parties. Mansour en particulier resta tout l'après-midi sur cette terrasse, fumant et discutant avec diverses personnes et groupes pendant que le tournoi continuait. Dans l'ensemble, l'ambiance au moment de mon arrivée était ludique, un caractère renforcé par un abandon formel des relations hiérarchiques au sein des groupes, les membres les plus important.e.s, comme Taha, étant l'objet de quolibets et de provocations de la part d'autres membres plus jeunes et présents au sein du groupe depuis moins longtemps, tout en répondant sur le même registre. Toutefois, plusieurs éléments et témoignages indiquent que le football n'était, pour la plupart des cadres présents et en particulier Mansour, qu'un prétexte au renforcement des relations au sein du PYN et à la mise en résonance des représentations ordinaires des membres avec l'échelle particulière de l'organisation. Le croquis suivant détaille les lieux et types d'interactions observées durant l'après-midi.

Figure 1 : Interactions autour d'un match de football



Carnet de terrain, février 2015

30 Les espaces d'interaction, identifiés sur le graphique par des numéros, sont durant l'après-midi occupés par des personnes ou groupes de personnes relativement stables :

- Zone 1 : La zone bordant le terrain de jeu est principalement occupée par des membres observant le match et discutant les un.e.s avec les autres, commentant le jeu et, plus fréquemment, interpellant les joueurs et joueuses, notamment les cadres du PYN, par des plaisanteries. La zone est ainsi principalement l'occasion de démonstrations de sociabilité et de remises en cause des hiérarchies prévalant dans l'organisation elle-même.
- Zone 2 : Mansour passe l'essentiel de l'après-midi dans cette zone, sans s'intéresser aux matchs, à discuter avec des membres spécifiques du PYN, qu'il appelle les un.e.s après les autres, ainsi qu'avec d'autres personnes qui viennent pour lui parler et quittent les lieux immédiatement après. Un homme d'âge mûr passe près de trois quarts d'heure à échanger avec Mansour et sera ensuite présent à l'ensemble des réunions organisées par le PYN à Chatila en tant que « simple habitant ». Ces conversations – auxquelles je n'assiste que de loin – semblent être tenues sur un ton sérieux et en comité restreint.
- Zone 3 : Un groupe, statique, de jeunes militants qu'on me présente comme venant du camp de Nahr el-Bared se tient à l'écart du match et des autres participant.e.s. Contrairement aux autres groupes, aucun.e d'entre eux et elles ne porte de vêtements de sport. La seule interaction notable durant l'après-midi avec d'autres participant.e.s est un échange tendu avec Mansour en toute fin de journée, à la suite de quoi ils et elles quittent les lieux.
- Zone 4 : Un ensemble de tables et de chaises en plastique où des membres – mais également l'observateur – passent une partie de l'après-midi. Identifié comme chercheur (je suis identifiable dans la foule par plusieurs aspects, étant présenté aux divers groupes sous mon statut d'enquêteur, mais également reconnaissable car ne portant le tshirt d'aucune équipe, et n'étant pas Arabe), je suis en effet attiré au bout d'un certain temps en direction de ces

chaises par un enquêté pour rencontrer d'autres membres du PYN, venus notamment du reste du pays. Une discussion collective s'engage vers la fin de l'après-midi avec des activistes de plusieurs camps, notamment Rashidiyyeh et Baddawi, autour de leur participation au PYN.

- 31 Après le dernier match, une cérémonie de remise des trophées prend place sur le terrain principal, qui attire l'essentiel des personnes présentes. Très rapide, elle est vite suivie de la répartition des participant.e.s habitant hors de la capitale en convois pour rentrer chez eux.elles avant que la journée ne se termine. Durant l'après-midi, plusieurs membres rencontré.e.s aux tables du snack et m'interrogeant sur le sens de ma présence expriment leur satisfaction d'avoir été en coprésence avec un groupe par ailleurs « abstrait », la coprésence lui conférant une existence matérielle. Le rôle socialisateur de la coprésence évoqué par Ripoll (Ripoll, 2005 : 347-348) et la nécessité d'« avoir des lieux » (Ripoll, 2005 : 533-534) se retrouvent ici doublés de la nécessité d'objectiver le groupe et sa dimension scalaire, qui ne va pas de soi pour les militant.e.s au quotidien. C'est notamment le cas des membres originaires de Rashiddiyeh et Baddawi, situés respectivement au nord et au sud du pays, et éloignés de la capitale. Une personne se présentant comme en charge du réseau à Rashiddiyeh explique : « on entend souvent parler du PYN mais ici on voit qu'on est beaucoup, c'est très important ». D'autres insistent sur la possibilité d'échanger avec des membres d'autres camps sur des situations proches des leurs. Cet épisode fournit à ce titre une occasion d'observer la façon dont les membres du PYN étaient incité.e.s par les cadres de ce mouvement à établir leur expérience en tant que militant.e.s à une certaine échelle, propre au mouvement et translocale, en ce qu'elle existait à la fois ancrée dans chacun des camps, mais de façon similaire.
- 32 Ce type d'interactions constituait une étape essentielle dans la constitution du groupe : en favorisant des « espaces de convergence » et de coprésence (Ripoll, 2005 ; Routledge, 2003, 2009) de cette nature, l'objectif pour les membres principaux.ales du PYN était d'inscrire des relations à cette échelle dans la vie ordinaire des activistes les moins centraux.ales. Lors de discussions informelles suivant de près cette rencontre, plusieurs des organisateurs.trices insistent sur le fait que l'événement avait pour but de favoriser ce type de sociabilité, sur laquelle le groupe le plus intégré de l'organisation reposait par ailleurs également. Ce type de rencontres était par ailleurs relativement novateur pour les membres de mouvements circonscrits aux camps.
- 33 Cette stratégie permettait également de mobiliser des ressources propres au groupe dans les interactions de ses membres avec les CP et les autres habitant.e.s des camps, ce qui transparaissait surtout durant les « rencontres-débat » organisées par le PYN entre activistes, habitant.e.s et CP autour des « problèmes du camp ». Les membres laissaient principalement s'exprimer les habitant.e.s sur des problèmes très ancrés dans le quotidien et le local, tout en établissant des comparaisons avec d'autres camps. De même, des membres issu.e.s d'autres camps venaient porter témoignage de situations dans d'autres camps, au travers de leur expérience personnelle ou de statistiques réalisées par le PYN dans le cadre de consultations auprès des habitant.e.s, en ligne ou dans le cadre de « focus groups », échappant donc aux dénégations que les membres de CP pouvaient opposer. De la sorte, la dénonciation des CP ne passait pas par les mêmes registres « politiques » ayant causé l'échec de mobilisations précédentes (Abou Zaki, 2013). En maintenant leur action à une échelle locale, en mobilisant l'expérience des habitant.e.s recueillie par des enquêtes tout en revendiquant efficacement leur

autochtonie en tant que personnes, les membres du PYN parvenaient à imposer leur propre cadrage du conflit, mettant en avant des CP dysfonctionnels.

Conclusion

- 34 Le cas des problèmes urbains dans les camps de réfugié.e.s palestinien.ne.s de Beyrouth offre une occasion intéressante d'observer la façon dont peut être appréhendée la notion d'échelle dans l'étude des mouvements sociaux. Les phénomènes de « montée en généralité » et de « saut scalaire » ne sont ainsi pas restreints à un gain en « taille » des espaces et phénomènes concernés, et il est possible d'identifier des mouvements sociaux qui tâchent de se légitimer par des ancrages explicitement locaux, sans pour autant s'attaquer à la structure d'opposition symbolique entre un « vaste important » et un « petit secondaire ». Les processus de mise en échelle constituent bien des luttes pour la définition de relations entre des lieux et des acteur.trice.s, permettant d'une part d'identifier ces acteur.trice.s et ces lieux comme légitimes concernant une situation donnée, mais également de les hiérarchiser et d'imposer par là même certaines ressources, représentations, discours et certains problèmes sociaux comme adéquat.e.s à cette situation. Ces échelles sont bien ancrées dans des pratiques et des représentations dont l'expérience est faite au quotidien par ces acteur.trice.s. Elles constituent, au sens goffmanien du terme, des cadres de l'expérience. C'est en ce sens que prêter attention à la politique des échelles dans les camps palestiniens permet de remettre en perspective la « dépolitisation » des habitant.e.s de ces camps : en ne mobilisant plus uniquement autour des enjeux de la « libération nationale » et en évitant de prime abord les discours « politiques », les activistes réussissaient paradoxalement à aborder de façon plus directe des problèmes sociaux et à obtenir dans une certaine mesure l'adhésion d'habitant.e.s par ailleurs peu enclin.e.s à l'engagement, et à remettre en cause des structures de pouvoir et des institutions qu'ils.elles présentaient comme injustes. *A contrario* d'un discours associant lutte « nationale » et politisation dans ces espaces, la mise en échelle de problèmes publics par le local et l'ordinaire plutôt que par le national constituerait donc, pour certain.e.s activistes des camps, une stratégie possible de continuation tacite d'activités « politiques », la montée en généralité n'est dès lors pas une question de passage d'un « petit » à un « grand espace », mais de capacité pour des activistes à mettre en rapport ressources, cadrages, et représentations, activités qui prennent forcément place dans certains lieux, conçus selon certains types de relations avec d'autres.

BIBLIOGRAPHY

ABOU ZAKI H.C. (2013), « Revisiting politics in spaces beyond the centre : the case of the Shatila Palestinian refugee camp in Lebanon », in Bouziane M., Harders C., Hoffmann A. (dirs.), *Local politics and contemporary transformations in the Arab world : governance beyond the center*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York, NY, Palgrave Macmillan, pp. 178-195.

- ABOU ZAKI H.C. (2016), « Repenser le politique dans le camp de Chatila : l'expérience des Ahali », *A contrario*, no. 23, pp. 57-75.
- ALLAN D. (2014), *Refugees of the revolution: experiences of Palestinian exile*, Stanford, California, Stanford University Press (Stanford studies in Middle Eastern and Islamic societies and cultures), 309 p.
- BANERJEE S.B. (2011), « Voices of the Governed: towards a theory of the translocal », *Organization*, vol. 18, no. 3, pp. 323-344.
- BRENNER N. (2001), « The limits to scale? Methodological reflections on scalar structuration », *Progress in Human Geography*, vol. 25, no. 4, pp. 591-614.
- BRICKELL K., DATTA A. (2011), *Translocal geographies: spaces, places, connections*, Burlington, VT, Ashgate, 226 p.
- CASTREE N. (2000), « Geographic Scale and Grass-Roots Internationalism: The Liverpool Dock Dispute, 1995-1998 », *Economic Geography*, vol. 76, no. 3, pp. 272-292.
- CEFAÏ D. (1999), « Making sense of politics in public spaces: the phenomenology of political experiences and activities », in Embree L.E. (dir.), *Schutzian Social Science*, Springer, pp. 135-157.
- COLLINGE C. (2006), « Flat Ontology and the Deconstruction of Scale: A Response to Marston, Jones and Woodward », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 31, no. 2, pp. 244-251.
- CONTAMIN J.-G. (2009), « Analyse des cadres », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), pp. 38-46.
- COX K.R. (1996), « The difference that scale makes », *Political Geography*, vol. 15, no. 8, pp. 667-669.
- DELANEY D., LEITNER H., 1997, « The political construction of scale », *Political Geography*, vol. 16, no. 2, p. 93-97.
- DIKEÇ M., SWYNGEDOUW E. (2017), « Theorizing the Politicizing City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 41, no. 1, pp. 1-18.
- DORAÏ M.K. (2006), *Les réfugiés palestiniens du Liban : une géographie de l'exil*, Paris, CNRS éditions, 252 p.
- DUFOUR P., GOYER R. (2009), « Analyse de la transnationalisation de l'action collective: Proposition pour une géographie des solidarités transnationales », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, pp. 111.
- ELIASOPH N. (1997), « "Close to Home": The Work of Avoiding Politics », *Theory and Society*, vol. 26, no. 5, pp. 605-647.
- FARAH R. (2009), « Refugee Camps in the Palestinian and Sahrawi National Liberation Movements: A Comparative Perspective », *Journal of Palestine Studies*, vol. 38, no. 2, pp. 76-93.
- FEATHERSTONE D. (2007), « The spatial politics of the past unbound: transnational networks and the making of political identities », *Global Networks*, vol. 7, no. 4, pp. 430-452.
- GEOFFRAY M.L. (2016), « La rue cubaine. Entre répression, médiatisation et transnationalisation », in Combes H., Garibay D., Goirand C. (dirs.), *Les lieux de la colère: occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, pp. 71-94.
- GREINER C., SAKDAPOLRAK P. (2013), « Translocality: Concepts, Applications and Emerging Research Perspectives », *Geography Compass*, vol. 7, no. 5, pp. 373-384.

- GUIDRY J. (2003), « Trial by Space: The Spatial Politics Of Citizenship And Social Movements In Urban Brazil », *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 8, no. 2, pp. 189-204.
- HANAFI S. (2011), « Governing the Palestinian Refugee Camps in Lebanon and Syria: the Cases of Nahr el-Bared and Yarmouk Camps », in Hanafi S., Knudsen A.J. (dirs.), *Palestinian refugees: identity, space and place in the Levant*, London ; New York, Routledge, pp. 29-49.
- HANAFI S. (2014), « UNRWA as a “Phantom Sovereign”: Governance Practices in Lebanon », dans Takkenberg A., Hanafi S. (dirs.), *UNRWA and Palestinian refugees : from relief and works to human development*, New York, Routledge, pp. 129-141.
- HANAFI S., LONG T. (2010), « Governance, Governmentalities, and the State of Exception in the Palestinian Refugee Camps of Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, vol. 23, no. 2, pp. 134-159.
- HARVEY D. (1997), *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Oxford, Wiley-Blackwell, 484 p.
- HASSAN I.S., HANAFI S. (2010), « (In)Security and Reconstruction in Post-conflict Nahr al-Barid Refugee Camp », *Journal of Palestine Studies*, vol. 40, no. 1, pp. 27-48.
- ISSA P. (2014), *Palestinian political factions: an everyday perspective*, Thèse de doctorat, Exeter, University of Exeter, 285 p.
- JABER H. (2002), « Economie et société : qu'est-ce qu'un camp de réfugiés ? », in Sanbar E., Mardam-Bey F. (dirs.), *Le droit au retour : le problème des réfugiés Palestiniens*, Paris ; Arles, Actes Sud ; Sinbad, p. 233-262.
- JAD I. (2007), « NGOs: between buzzwords and social movements », *Development in Practice*, vol. 17, no. 4-5, pp. 4-5.
- KECK M.E., SIKKINK K. (1998), *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 228 p.
- KORFALI S.I., JURDI M. (2009), « Provision of safe domestic water for the promotion and protection of public health: a case study of the city of Beirut, Lebanon », *Environmental Geochemistry and Health*, vol. 31, no. 2, p. 283.
- KORTAM M. (2008), « Le rôle des acteurs locaux dans le processus d'incorporation des Palestiniens au Liban », *Revue Asylon(s)*, no. 5. [En ligne : <http://www.reseau-terra.eu/article807.html>]
- KORTAM M. (2011), « Politics, Patronage and Popular Committees in the Shatila Refugee Camp, Lebanon », in Hanafi S., Knudsen A.J. (dirs.), *Palestinian refugees : identity, space and place in the Levant*, London ; New York, Routledge, pp. 193-204.
- LANGE B., BÜTTNER K. (2010), « Spatialization Patterns of Translocal Knowledge Networks: Conceptual Understandings and Empirical Evidences of Erlangen and Frankfurt/Oder », *European Planning Studies*, vol. 18, no. 6, pp. 989-1018.
- MA E.K. (2002), « Translocal spatiality », *International Journal of Cultural Studies*, vol. 5, no. 2, pp. 131-152.
- MARSTON S.A., JONES J.P., WOODWARD K. (2005), « Human Geography without Scale », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 30, no. 4, pp. 416-432.
- MASSON D. (2009), « Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques », *Politique et Sociétés*, vol. 28, no. 1, pp. 113-133.
- MCFARLANE C. (2009), « Translocal assemblages: Space, power and social movements », *Geoforum*, vol. 40, no. 4, pp. 561-567.

- MEIER D. (2008), *Mariages et identité nationale au Liban: les relations libano-palestiniennes dans le Liban de Taëf, 1989-2005*, Genève; Paris, Institut de hautes études internationales et du développement ; Karthala, 216 p.
- MILLER B.A. (2000), *Geography and social movements: comparing antinuclear activism in the Boston area, Minneapolis*, University of Minnesota Press (Social movements, protest, and contention), 215 p.
- OLIVER P.E., JOHNSTON H. (2005), « What a good idea! Ideologies and frames in social movement research », *Frames of protest: Social movements and the framing perspective*, p. 185-204.
- PETEET J. (2005), *Landscape of hope and despair Palestinian refugee camps*, Philadelphia, Pa., University of Pennsylvania Press, 280 p.
- PLANEL S., JAGLIN S. (2014), « Echelles: partage des pouvoirs et partage de l'espace », dans *La justice spatiale et la ville : Regards du Sud*, Paris, Karthala, pp. 27-39.
- PRYTHERCH D.L. (2008), « It's Not About Big or Small, It's How You Play the Game: A Rejoinder to Woodward, Jones, and Marston », *Urban Geography*, vol. 29, no. 1, pp. 85-86.
- RAMADAN A. (2009a), « A refugee landscape: writing Palestinian nationalisms in Lebanon », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, vol. 8, no. 1, pp. 69-99.
- RAMADAN A. (2009b), « Destroying Nahr el-Bared: Sovereignty and urbicide in the space of exception », *Political Geography*, vol. 28, no. 3, pp. 153-163.
- RAMADAN A. (2010), « In the Ruins of Nahr al-Barid: Understanding the Meaning of the Camp », *Journal of Palestine Studies*, vol. 40, no. 1, pp. 49-62.
- RAMADAN A. (2013), « Spatialising the refugee camp », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 38, no. 1, pp. 65-77.
- RENAHY N. (2010), « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, no. 40, pp. 9-26.
- RETIERE J.-N. (2003), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, no. 63, pp. 121-143.
- RIPOLL F. (2005), *La dimension spatiale des mouvements sociaux : essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen, 748 p.
- RIPOLL F. (2009), « Le concept "AMAP". Promotion et mise en pratique(s) d'une nouvelle norme d'échange entre consommateurs et producteurs agricoles », *Géographie et cultures*, no. 72, pp. 99-116. [En ligne : <https://journals.openedition.org/gc/2247>]
- ROUTLEDGE P. (2003), « Convergence space: process geographies of grassroots globalization networks », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 28, no. 3, pp. 333-349.
- ROUTLEDGE P. (2009), « Transnational Resistance: Global Justice Networks and Spaces of Convergence », *Geography Compass*, vol. 3, no. 5, pp. 1881-1901.
- SAYIGH R. (2011), « Palestinian Camp Refugee Identifications: a New Look at the "Local" and the "National" », in Hanafi S., Knudsen A.J. (dirs.), *Palestinian refugees : identity, space and place in the Levant*, London ; New York, Routledge, pp. 50-64.
- SFEIR J. (2006), « Le désastre et l'exode : al-nakba/al-hijra. Imaginaire collectif et souvenir individuel de l'expulsion de 1948 », dans Picaudou N. (dir.), *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris, Karthala, pp. 37-60.

- SNOW D.A., ROCHFORD E.B., WORDEN S.K., BENFORD R.D. (1986), « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, no. 4, pp. 464-481.
- SUKARIEH M., TANNOCK S. (2013), « On the problem of over-researched communities: the case of the Shatila Palestinian Refugee Camp in Lebanon », *Sociology*, vol. 47, no. 3, pp. 494-508.
- SWYNGEDOUW E. (1997), « Power, Nature, and the City. The Conquest of Water and the Political Ecology of Urbanization in Guayaquil, Ecuador: 1880-1990 », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 29, no. 2, pp. 311-332.
- SWYNGEDOUW E. (2005), « Dispossessing H2O: the contested terrain of water privatization », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 16, no. 1, pp. 81-98.
- TARROW S., MCADAM D. (2005), « Scale Shift in Transnational Activism », in Della Porta D., Tarrow S. (dirs.), *Transnational protest and global activism*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, pp. 121-147.
- TOLIA-KELLY D.P. (2008), « Motion/Emotion: Picturing Translocal Landscapes in the Nurturing Ecologies Research Project », *Mobilities*, vol. 3, no. 1, pp. 117-140.
- TROM D. (1999), « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, vol. 49, no. 1, pp. 31-50.
- UHEL M. (2013), *Eau et pouvoir. Les échelles des mouvements contestataires et révolutionnaires en Bolivie et au Venezuela*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen, 496 p. [En ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00952142/>]
- VAIREL F., ZAKI L. (2011), « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, no. 50, pp. 91-108.
- VOUTAT B. (2001), « La science politique ou le contournement de l'objet », *Espaces Temps*, vol. 76, no. 1, p. 6-15.

NOTES

1. « Structures particulières de relations sociales qui sont continuellement retravaillées et transformées »
2. L'ensemble des traductions sont de mon fait (A. Mahoudeau).
3. « la hiérarchie imbriquée d'espaces discrets de tailles différentes »
4. Le terme désigne chez Routledge des espaces concrets dans lesquels des organisations ou acteurs participant à des mouvements sociaux interagissent en perspective d'une action ou d'un horizon commun transitoire, généralement de façon multi-scalaire. Conceptualisé par l'auteur, le terme trouve son inspiration dans la pratique des « centres de convergence » servant à des activistes issus de groupes différents de s'organiser en prévision des manifestations dans le cadre du mouvement altermondialiste à Seattle en 1999 et Prague en 2000 notamment (Routledge, 2003).
5. Les deux événements que constituent l'organisation d'élections visant à élire des représentants alternatifs « non-partisans » en 2005 à Chatila (Abou Zaki, 2016) et la campagne pour la reconstruction du camp de Nahr el-Bared au Nord du Liban (Hassan et Hanafi, 2010) ont été particulièrement discutés dans ce contexte.
6. L'emploi du terme « politique » pose un certain nombre de problèmes pour qui souhaite travailler sur la question des paradoxes apparents de la « dépolitisation ». Les utilisations entre

guillemets du terme « politique » dans ce texte renvoient à une catégorie émique : ce que les enquêtés.e.s qualifiaient comme tel en entretien ou en observation. Les autres usages renvoient à la catégorie analytique du *politique* comme « un espace différencié et concurrentiel d'activités spécialisées, orientées vers la conquête des pouvoirs d'État » (Voutat, 2001 : 15), tout en reconnaissant toute la tension qui peut découler d'une telle imposition de catégorie notamment dans un contexte d'absence de souveraineté claire (Hanafi, 2014). Il me paraît toutefois important de souligner la façon dont une lutte entre acteurs individuels et collectifs se poursuit par des moyens et dans des mondes sociaux qui ne sont pas associés localement au monde des partis.

7. Du fait de la volatilité des groupes mentionnés dans cet article, j'ai choisi de présenter les descriptions au passé plutôt qu'au présent.

8. Les effets des deux institutions que sont l'UNRWA et les CP, et de la politique du gouvernement libanais, conduisent ainsi à une certaine homogénéité des systèmes de gouvernance urbaine des camps à travers la région, qui s'accompagne de ceux des mobilisations mémorielles en leur sein et, dans une largement moindre mesure, de la construction de l'objet par la littérature scientifique. Il est néanmoins essentiel de noter que si les camps sont des « espaces palestiniens », ils n'en sont pas moins une partie de l'espace national libanais, et de l'espace municipal beyrouthin.

9. Aussi connue sous le nom de « Dôme du Rocher », cette mosquée de Jérusalem constitue à la fois le troisième lieu saint de l'Islam et l'un des symboles prépondérants du nationalisme palestinien, notamment dans sa dimension religieuse.

10. Le *mukhtar* était une autorité administrative locale dans les villages et quartiers palestiniens. La charge s'est maintenue lors de l'exil, s'appliquant pour partie à travers la translation des villages dans les camps.

11. Dans le sens où les manifestations d'identité sont organisées par des acteurs politiques mais servent également à la défense d'un agenda politique, l'application du droit au retour.

12. La critique de la corruption, ou *fasad*, ainsi que le souligne Hala Caroline Abou Zaki, relève d'un registre relevant davantage de l'assignation morale que d'une catégorisation juridique (Abou Zaki, 2016). Si dans les faits ces deux registres se recoupent, en appeler à un registre moral est une façon d'aborder sans en avoir l'air des sujets « politiques ».

13. Au moment de l'enquête, ce groupe était exclusivement constitué d'hommes.

14. L'usage fréquent du terme « corruption » (*fasad*) en arabe renvoyait indistinctement à la corruption active, au clientélisme, et aux abus de pouvoir en général.

15. Ahlam Lahi' (littéralement, « Rêves de Réfugiés »), située à Chatila, était l'une des principales organisations du PYN.

ABSTRACTS

The scalar dimension of social movements is one of the meeting points between Political Science and Social Geography. While the first has long considered the question of scale as a given, reifying them as a relatively rigid “hierarchy” between the “local”, “national”, and “international”, the second has proposed alternative frameworks, describing scales as social relations between locales that can take multiple shapes. Relying on the idea of a “politics of scale”, this paper is interested in the ways in which the actions of a group of activists in the Palestinian refugee camps of Beirut have led to the construction and mobilisation of a particular and translocal relation of scale, through investment in the production and diffusion of local

problems focused on the everyday and material life of the camps. By investing this space, defined as translocal, these activists managed to overcome the rejection of “politics” which constitutes one of the main impediments to the public denunciation of actors perceived as dominants in the camps as well as in national institutions.

La dimension scalaire des mouvements sociaux constitue l'un des points de rencontre entre science politique et géographie sociale. La première a longtemps considéré la question des échelles comme un impensé, réifiant celles-ci dans une hiérarchie relativement rigide entre « local », « national », et « international ». La seconde a proposé des approches concurrentes, décrivant les échelles comme des relations sociales entre des lieux qui peuvent prendre des formes multiples. En se basant sur l'idée d'une « politique des échelles », cet article s'intéresse à la façon dont les actions d'un groupe d'activistes dans les camps de réfugiés palestiniens de Beyrouth ont conduit à construire et mobiliser un rapport d'échelles particulier et translocal, à travers l'investissement dans la production et la diffusion de problèmes sociaux touchant à la vie quotidienne et matérielle des camps. En investissant cet espace défini comme translocal, ces activistes sont parvenu.e.s à contourner le rejet de la « politique » qui constitue l'un des freins principaux à la dénonciation publique d'acteurs perçus comme dominants aussi bien dans les camps que dans les institutions nationales.

INDEX

Keywords: Social Movements, Scale, Camps, Palestinians, Translocal, Local, National, Urban Problems, Public Problems

Mots-clés: mouvements sociaux, échelles, camps, palestiniens, translocal, local, national, problèmes urbains, problèmes publics

AUTHOR

ALEX MAHOUDEAU

Docteur en science politique, post-doctorant au groupe JEDI (Justice, Espace, Discriminations, Inégalités) du Labex « Futurs urbains »
alex.mahoudeau[@]u-pem.fr